

**CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A LA CREATION D'UNE ZONE D'EQUILIBRAGE NORD UNIQUE
POUR LES GAZ H ET B SUR LE RESEAU DE GRTGAZ**

REPONSE DE GAZONOR

Le 29 mars 2012, la Commission de régulation de l'énergie (ci-après « CRE ») a publié une consultation publique à destination des acteurs du marché afin que ces derniers puissent commenter les orientations envisagées concernant les modalités de rapprochement des périmètres d'équilibrage Nord H et Nord B de GRTgaz.

Gazonor, concessionnaire minier et producteur de gaz, a conclu un contrat d'injection-mélange avec GRTgaz. Sur le fondement de ce contrat, Gazonor injecte le gaz de mines qu'elle produit sur le réseau de GRTgaz. Gazonor est ainsi le seul producteur de gaz, et plus particulièrement de gaz B, en France.

Aujourd'hui, Gazonor approvisionne la zone B à hauteur de 350 GWh.

Au regard des enjeux du rapprochement des périmètres d'équilibrage Nord H et Nord B, Gazonor souhaite apporter sa contribution à l'élaboration de modalités adaptées au fonctionnement d'une zone équilibrage unique H/B.

Pour plus de clarté, les questions figurant dans la consultation publique seront reprises dans leur ordre de présentation.

SYNTHESE

A la lecture de la consultation publique, Gazonor souhaite porter à la connaissance de la CRE les points suivants :

- la nécessité de définir précisément les infrastructures sollicitées régulièrement au titre de l'approvisionnement en gaz de la zone B (question de l'utilisation de Loon Plage) ;
- la baisse de l'attractivité pour les expéditeurs du gaz B directement injecté sur la zone ;
- le risque d'éviction/ pénalisation de Gazonor du marché B ;
- l'intérêt à utiliser et à valoriser le gaz injecté par Gazonor sur le réseau B.

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes proposés pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?

Le principe général de la création d'une zone d'équilibrage unique conduit à éviter aux expéditeurs toute contrainte liée à la qualité du gaz acheminé sur le réseau, l'activation du service de conversion par GRTgaz permettant ensuite d'alimenter les clients en gaz B à partir de gaz H.

Le coût de ce service de conversion sera mutualisé entre les expéditeurs à travers le tarif d'accès aux infrastructures de GRTgaz.

Ce dispositif introduit donc une réelle simplification de l'alimentation de clients de la zone B, dans une optique d'ouverture du marché. Gazonor est favorable à cette dynamique.

Pour assurer l'équilibrage global du réseau et assurer l'acheminement du gaz vers les clients B, alors même que les expéditeurs pourront amener du gaz H, GRTgaz va devoir faire appel au service de conversion de façon accrue. Ce service de conversion nécessite, pour le prestataire d'échange de gaz H en gaz B (ci-après « prestataire de flux »), de disposer de capacités en gaz B et ainsi d'utiliser les infrastructures propres à ce gaz.

Dans la consultation publique du 29 mars 2012, la CRE présente le réseau de gaz B avec le périmètre suivant : flux provenant de Taisnières B, point d'importation de Groninge et le stockage de Gournay B.

Aujourd'hui, Gazonor injecte son gaz au point d'Arleux. Les contraintes sur le réseau conduisent à restreindre la capacité d'injection dans certaines circonstances. Ainsi, lorsque le gaz est acheminé depuis Loon Plage, notamment dans la situation où les arrivées de Taisnières sont faibles, la capacité d'injection de Gazonor se trouve fortement limitée.

Il serait ainsi dommageable pour Gazonor que l'utilisation croissante des infrastructures de gaz B, notamment par le prestataire de flux, conduise à acheminer davantage de gaz depuis Loon Plage. En effet, en l'état actuel des infrastructures du réseau GRTgaz au point d'Arleux, une activation régulière de Loon Plage conduirait à réduire fortement les capacités d'injection de Gazonor sur le réseau de GRTgaz.

Gazonor souhaite donc attirer l'attention de la CRE sur la nécessité de spécifier clairement les infrastructures pouvant être sollicitées au titre de la conversion du gaz H en gaz B et de définir de façon transparente leurs modalités de fonctionnement.

Question 2 : Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B ?

Au-delà de l'utilisation adéquate des infrastructures de gaz B par les expéditeurs pour l'équilibrage du gaz B, Gazonor entend évoquer ici les conséquences de la zone unique d'équilibrage sur ses relations avec les expéditeurs.

Gazonor a contractualisé des contrats de long terme permettant d'approvisionner la zone B afin de répondre aux besoins de consommation des clients desservis en gaz B. Cet approvisionnement permet d'assurer l'équilibrage en zone B, tout en évitant d'avoir recours au service de conversion.

Les modalités opérationnelles présentées dans la consultation publique de la CRE prévoient à ce stade que *« GRTgaz pourra, si l'équilibrage physique du réseau B le nécessite, imposer aux expéditeurs qui détiennent des capacités sur les infrastructures physiques du réseau B de revoir leurs nominations sur ces infrastructures à la hausse ou à la baisse, tout en respectant leur obligation générale d'équilibrage sur le périmètre agrégé H et B »*. L'expéditeur ayant réservé des capacités sur le réseau B est donc susceptible de se voir imposer des contraintes réseau que n'a pas à supporter l'expéditeur qui utilise principalement le service de conversion de gaz H en gaz B.

En outre, il est également prévu que *« GRT gaz facturera a posteriori un service de conversion contractuelle de gaz B en gaz H à tout expéditeur qui émettrait sur le réseau B une quantité de gaz B supérieure à la consommation totale de ses clients raccordés au réseau B. Le tarif de ce service facturé à l'usage serait de l'ordre de 1 €/MWh. Une tolérance représentative des erreurs de prévision normales des expéditeurs pourrait être adoptée. Ce service de conversion contractuelle ne s'appliquera pas à l'expéditeur prestataire de l'échange de gaz H en gaz B dans la mesure où ce dernier injecte structurellement davantage de gaz sur le réseau B que ses clients n'en consomment »*. Ce dispositif introduit une contrainte financière supplémentaire sur les expéditeurs ayant recours à l'injection directe de gaz B, contrainte que ne supporte d'ailleurs pas le prestataire de flux ayant des clients propres sur la zone B.

Dès lors, l'absence d'obligation d'équilibrage en gaz B, la facilité d'alimentation de clients B avec du gaz H (service de conversion et coût mutualisé), ainsi que les incitations prévues à ce stade par la CRE réduisent l'attractivité d'un approvisionnement direct des expéditeurs en gaz B.

Le passage à une zone d'équilibrage unique risque donc d'entraîner le non-renouvellement des contrats d'approvisionnement en gaz B assurant à Gazonor un débouché pour sa production de gaz. On observera à cet égard que, que les contraintes, notamment financières, mises en place pèsent davantage sur les expéditeurs de gaz B qu'elles ne contraignent les expéditeurs de gaz H. Seul le prestataire de flux échappe à ce dispositif pour ses clients en zone B, ce qui peut, par ailleurs, étonner..

Gazonor souhaite ainsi alerter la CRE sur les conséquences du mécanisme proposé au regard de son activité sur le marché du gaz B.

Question 3 : Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?

Sur le point précis de la mise en concurrence du prestataire de flux, Gazonor n'a pas de remarque particulière à formuler, si ce n'est qu'il convient de s'assurer que le prestataire n'a pas d'intérêt lié à un expéditeur qui pourrait le conduire à agir en dehors d'un cadre transparent et non discriminatoire .

Question 4 : Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, Gazonor ne peut s'opposer au projet de création d'une zone d'équilibrage Nord unique pour les gaz H et B dans la mesure où ce projet contribue à la liquidité du marché et ainsi à l'ouverture du marché du gaz à la concurrence. Toutefois, Gazonor souhaite ici revenir sur le risque d'éviction du marché que fait peser la mise en place d'une zone d'équilibrage unique et sur les solutions qui pourraient être proposées.

La fluidité du marché va conduire, comme exposé brièvement ci-dessus, à un désintéressement des expéditeurs quant à la contractualisation d'un approvisionnement direct en gaz B. En l'état actuel, Gazonor serait donc privé de tout débouché sur le marché du gaz B ou, du moins, serait fortement exposé à un tel risque.

Pourtant, le maintien d'une injection de gaz B issue d'une production locale est parfaitement adapté au bon fonctionnement du marché de gaz naturel. Un approvisionnement auprès de plusieurs sources de gaz B, notamment le gaz de mine, ne peut que contribuer à la robustesse du marché.

En effet, le recours au gaz produit par Gazonor présente un avantage en termes de proximité, de coût et d'équilibrage du réseau. Ce gaz directement injecté en France ne supporte aucun coût lié à l'importation et ne nécessite pas le recours au service de conversion de gaz H en gaz B. Il est donc directement exploitable par GRTgaz pour équilibrer le réseau en gaz B.

Par ailleurs, Gazonor constitue actuellement le seul producteur de gaz français injectant sur le réseau de GRTgaz contribuant ainsi à la sécurité d'approvisionnement et à l'indépendance énergétique de la France.

Il paraîtrait dès lors tout à fait inadéquat que la mise en place d'une zone d'équilibrage unique H/B, dont l'objectif est de favoriser la concurrence aboutisse, d'une part, à évincer Gazonor du marché B et, d'autre part, à ne recourir qu'à l'importation d'un gaz qui est cependant, pour partie, immédiatement disponible sur le territoire français.

Les orientations présentées par Gazonor au soutien de la pérennité de son activité sont en phase avec la finalité du projet de mise en place d'une zone d'équilibrage unique, ordonnée autour d'un fonctionnement optimal du réseau et d'un marché ouvert.

Dans cet esprit et afin de préserver un approvisionnement en gaz B au plus près des sources de production et de prévenir le risque d'éviction du marché B, Gazonor propose à la CRE, dans le dispositif en cours d'élaboration, de reconnaître l'utilité et de prendre en considération la valorisation du gaz B injecté par Gazonor sur le réseau de GRTgaz, suivant des modalités à préciser.

* * *

